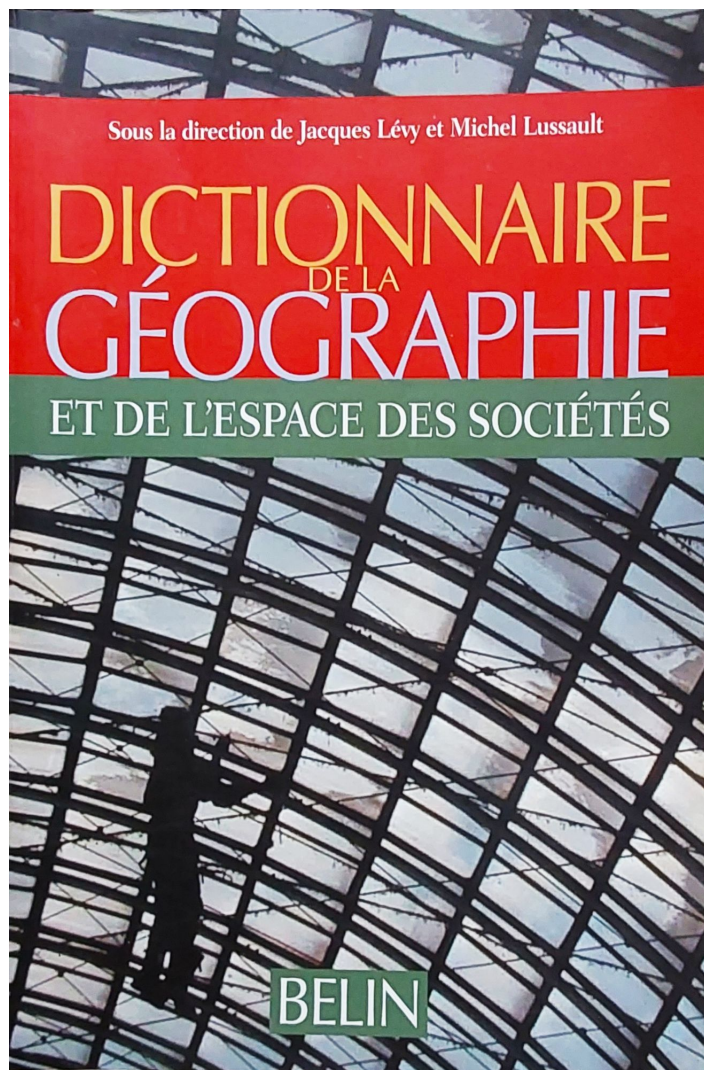


'Nature'.

Par Michel Lussault



Nature.

Le monde bio-physique, pour autant qu'il concerne la société.

La nature est l'ensemble des phénomènes, des connaissances, des discours et des pratiques résultant d'un processus sélectif d'incorporation des processus physiques et biologiques par la société. Bien loin d'être une instance extérieure à la société, un système autonome, la nature est une construction sociale, et elle se trouve intégrée, sous différents aspects, dans le moindre objet de société et donc dans le moindre espace. Cette idée rompt avec la pensée moderne

occidentale sur la nature, qui a radicalisé une coupure héritée de la philosophie antique : celle séparant ce qui ressortit à la *phusis* (justiciable d'une physique c'est-à-dire d'une véritable science mathématisable) et ce qui ressortit à la *thésis* (ensemble de phénomènes dont l'étude était dévolue aux humanités, d'où s'extrairont peu à peu les sciences sociales). À partir de ce clivage initial, le modernisme en sciences, toutes disciplines confondues, qu'elles s'occupent de l'ordre naturel ou du genre humain, a postulé que la nature et la culture – la société – sont des ensembles clos et bien distincts, radicalement séparés, des entités discrètes, deux « zones ontologiques entièrement distinctes » (Latour, 1991, 21).

Le point de vue moderne autorisa et légitima toutes les postures hypostasiant l'une ou l'autre de ces « instances » – la nature, le social. Ainsi, le « naturalisme » affirme qu'il est possible et même souhaitable d'étudier la nature indépendamment de la prise en compte réelle de la société – tendance dominante de la « géographie physique », qui n'utilise, à l'occasion, que de façon métaphorique le vocabulaire des sciences sociales – et ne considère que marginalement l'homme – incorrigible gêneur, coupable d'influences néfastes.

À l'inverse, une large fraction des sciences sociales se fonda sur l'expulsion de la nature, considérée comme une sorte de résidu, appelé à voir sa part diminuer irrépressiblement. Par ailleurs, de nombreux savoirs scientifiques et d'ingénierie se consacrèrent à la connaissance des mécanismes naturels dans la perspective de donner à l'homme les moyens véritables de devenir « maître et possesseur » de la nature, ainsi arraisonnée et mise à distance de l'humain. Le discours scientifique, durant longtemps, participa ainsi de l'idéologie dominante moderniste, qui structura la société occidentale, et dressait en principe primordial l'idée de domination, d'asservissement de la nature.

La plupart des sciences de l'homme, dans leur moment positiviste, affirmant la désaffiliation de l'humain et du naturel, et se polarisant sur la société autonome, et les sciences de la nature, qui fournirent les instruments de compréhension des lois physiques permettant, justement, cette désaffiliation, convergèrent donc historiquement : ce nœud épistémologique assura la solidité scientifique de la « constitution Moderne » (Latour, 1991), fonda en raison objective la coupure société (culture)/nature. Ainsi était posée la disjonction fondamentale, qui travailla toute l'épistémè occidentale, entre non-humains et humains qui permettait de purifier chaque domaine, et, en particulier, d'exclure l'humain des sciences de la nature et d'expurger les sciences sociales du non-humain.

Peu à peu, à côté de la conception de la fracture radicale et la critiquant dans ses excès sans remettre en question sa pertinence et sa prégnance, on a pu déceler l'affirmation d'autres

approches qui conservaient la séparation des deux instances, mais en cherchant à mettre en évidence leurs relations ; certains auteurs trouvent l'origine d'une telle démarche dans Marx et en signalent le développement au sein d'un large courant matérialiste, teinté de marxisme ou/et de structuralisme, des sciences sociales. Marx, en effet, énonça – dans *Grundrisse* et *Le capital* – l'idée du fondement naturel de l'ordre social. Toutefois, Marx et, ensuite, ses continuateurs maintinrent une séparation forte entre nature et société, entités contradictoires et liées par des rapports de domination, le substrat naturel cédant face aux nécessités dictées par le procès de production.

On trouve maintes occurrences de ce type d'analyse dans les sciences sociales, jusqu'à aujourd'hui. Pourtant, dès 1968, Serge Moscovici (1968) proposait une voie plus subtile que la conception assez stéréotypée de l'instance naturelle, considérée comme une extériorité, qui entoure, environne l'humain et avec laquelle l'homme entretient des relations dialectiques. Pour Moscovici, en effet, les sociétés édifient les états de nature qui correspondent à leurs schèmes culturels et à leurs logiques sociales à un moment historique donné. Le travail de Pierre Moscovici fut fondamental pour lancer des réflexions neuves sur la nature.

On peut aujourd'hui, en tenant compte des acquis de nombreuses réflexions, proposer une grille de lecture susceptible de déplacer la position qu'occupe la nature dans les sciences de la société, tout en conservant un champ bien défini pour des sciences positives de la *phusis*.

Première hypothèse : il existe des systèmes physiques et biologiques indépendants de l'homme, au sens où leur existence sans l'homme est envisageable (et d'ailleurs ils existèrent avant que les hominidés n'apparaissent), même si leur pensée et donc leur conception en tant que systèmes est intégralement œuvre humaine. On peut séparer le physique et le biologique en raison d'une différence de principes d'organisation et de fonctionnement. Ainsi, Gilbert Chauvet (1995), un auteur spécialiste de biologie théorique, estime que l'interaction fonctionnelle caractéristique des systèmes physiques est symétrique et locale alors que celle des systèmes vivants est non symétrique et non locale. Cette séparation ne doit pas être conçue comme une opposition irréductible, les deux systèmes étant ouverts l'un à l'autre.

Les phénomènes qui ressortissent aux systèmes physiques et biologiques doivent sans doute être étudiés par des « physiques » et des sciences du vivant. Celles-ci, dans leurs objets, leurs fondements et leurs méthodes peuvent à première vue ne pas sembler être concernées la présence des sociétés, sauf dans la mesure où elles insèrent l'être humain, en tant qu'il participe du système physique et du système du vivant, en dehors de son statut d'« être social ». Et pourtant la société apparaît bel et bien sous la forme des logiques qui sous-tendent les conditions

de possibilités – idéelles et matérielles, cognitives et pratiques – de cette pensée des systèmes bio-physiques. C'est en soi considérable et explique que discourir sur une bactérie, c'est déjà parler de la société et de ses rapports aux instances biologiques et à leurs principes objectivables.

Cet ensemble de réalités n'est donc pas intrinsèquement sociétal – même si sa saisie l'est ; pourtant les sociétés s'en emparent, car il forme un matériau pour leur auto-construction. D'où la deuxième hypothèse : cette « prise » et ce traitement (matériel et idéal) de phénomènes physiques et biologiques par les sociétés produisent la « nature ». La nature n'environne donc pas la société, n'est pas un monde extérieur, mais s'y trouve placée au centre, comme un artifice, comme le résultat d'une fabrication. Car il n'y a rien de plus artificiel que la nature et celle-ci se trouve toujours de plain-pied avec la société.

Chaque société construit ses états de nature qui assurent une partition, une distribution, et un régime de relation légitimes (acceptées par le plus grand nombre) entre l'humain et le non-humain. Cette partition, cette distribution, ce régime relationnel, et les systèmes idéologiques et pratiques qui vont de pair, manifestent l'existence d'un « compromis ». En effet, comme le souligne Bruno Latour (2001, 329) : « La nature, comme la société n'est pas considérée comme le fondement, externe et évident, de l'action humaine et sociale mais comme un compromis extrêmement problématique... ». Latour socialise la nature et du même coup dénature la société (c'est-à-dire dénie son évidence), au sens où il la considère, elle aussi, comme un artifice fondé sur un compromis, sur un discours qui stabilise, momentanément, un monde commun qui fait office de seul Monde vrai et acceptable. Le « compromis moderne » fut celui de la séparation radicale et de la domination de la nature et l'on ne peine pas à trouver aujourd'hui des indices qui montrent qu'il est aujourd'hui en cours de redéfinition, même là où on ne s'attend pas à le découvrir. La promotion des discours de l'écologie, et pas seulement ceux de la *Deep Ecology*, le signale à l'envi, qui inversent le rapport de subordination : l'homme ne doit plus être maître et possesseur de la nature, il se doit de respecter ses « droits » et ses « principes ».

Ce ne sont pas les systèmes physiques et biologiques proprement dits qui constituent un enjeu social majeur mais la nature. Celle-ci ne forme pas un système autonome mais un composant construit de la société ; elle est donc le résultat de la traduction (au sens fort du mot traduction) et de l'incorporation sociétale de phénomènes physiques et biologiques. Les seules véritables sciences de la nature sont, de ce point de vue, les sciences de la société. L'objectivation des réalités bio-physiques par des sciences spécifiques constitue un mode possible (mais pas unique, si l'on veut bien admettre que la nature a existé au sein des cultures humaines, avant même que

ces sciences positives existent) dans la transformation des faits physico-biologiques en données de la nature, accompagné par bien d'autres modes assurés par d'autres acteurs que les scientifiques.

On peut d'ailleurs montrer que tous les éléments des systèmes biologiques et physiques ne sont pas présents dans la nature que se construit chaque société, à un moment précis de son histoire. D'abord dans la mesure où la connaissance objectivante qu'on peut en avoir n'est pas stable : la nature médiévale n'était pas la même que la nôtre, ne serait-ce que parce que on ne connaissait pas précisément la dynamique de l'atmosphère, où les mécanismes de la reproduction. Ensuite, et plus profondément, parce que chaque société sélectionne en permanence ce qui est naturel et ce qui ne l'est pas. Et ce partage délimite les frontières entre le naturel et l'humain, bien sûr, mais aussi, et la chose est moins remarquée, celles entre le naturel et le bio-physique. Ainsi, des faits biologiques ou/et physiques avérés par la science (donc de ce fait même humanisés et présents dans la société) ne sont pas socialisés en faits de nature, parce que le compromis du moment ne s'y prête pas. Qu'on songe par exemple au statut de bien des phénomènes décrits et expliqués par la physique quantique, par la chimie des polymères, par l'opto-électronique, par la biologie des procaryotes etc.

Le mode d'existence sociale et l'impact dans l'organisation et le fonctionnement de la société des phénomènes bio-physiques n'empruntent donc pas nécessairement le registre du « naturel ». Ce constat permet de donner un sens particulier à la notion de biodiversité. Par ce terme, on désignera le rapport qu'une société entretient avec la question de la diversité du vivant en tant qu'elle constitue un problème pour ladite société. La diversité biologique, quant à elle, dénote la variété des formes prises par le vivant telle qu'elle est saisie par la science positive du système biologique. Biodiversité et diversité biologique se recoupent, mais ne se confondent en général pas : ce ne sont pas des ensembles qui fixent le même type de discours, de pratiques, d'enjeux.

On comprend alors que les sciences sociales attachées à penser le système biologique et le système physique avec la société, ne doivent pas limiter leur saisie aux seuls objets de nature, même si ceux-ci constituent des matériaux de choix. En tout cas, la traduction de fractions des dits systèmes en nature peuple la société de collectifs hybrides, c'est-à-dire d'association d'humains et de non-humains, dont la définition respective et les relations dépendent des conditions même de construction de l'objet « nature » par une société et des différents aspects que le naturel prend dans celle-ci.

Un tel processus de construction est intrinsèquement politique, car il définit le monde possible d'action et de réflexion pour les individus. Le moment moderne fut une des formes

d'établissement de ce monde, composées d'espèces bien séparées et hiérarchisées. À partir de la disjonction fondamentale nature/culture, humain/non humain, on en trouvait d'autres comme subjectivité/objectivité, idéalisme/matérialisme, intériorité (la conscience)/extériorité. On peut envisager d'autres agencements, d'autres « cosmos », d'autres natures donc (Descola, 1986 ; Berque, 2000).

Cette position est à la fois :

réaliste – les faits, qu'ils soient matériels ou idéels, micro ou macroscopiques, sont là et bien là ;

constructiviste – les faits sont « faits », ils ne s'imposent pas d'eux-mêmes, ils sont construits dans leurs différents aspects ;

relativiste – il n'y a pas une bonne fois pour toute une seule vérité quant à la nature et à la société, quant au partage des humains et des non-humains. Celui-ci est une fiction, un ensemble de connaissances vraisemblables et légitimes, résultant d'un compromis qui peut être contesté par d'autres.

La thèse ici proposée permet d'appréhender la structure du nœud gordien qui lie société et nature. Les artefacts – langagiers et techniques – que développent les opérateurs sociaux, assurent la permanente traduction des systèmes physique et biologique en états de nature, propres à chaque société. Les sciences des univers physique et biologique, comme les sciences sociales participent de ce compromis réaliste et relativiste, dont elles omettent le plus souvent d'admettre la relativité. Il existe bien d'autres opérateurs de stabilisation possible, dans un même moment, d'un état de nature ; car n'oublions pas que la nature n'est pas la même pour tous les acteurs et que le problème de sa définition est crucial et souvent polémique.

La société « invente » donc ses natures acceptables et en retour cette invention contribue à la configurer et à l'organiser. Ainsi nature et société sont totalement interpénétrées l'une et l'autre, par l'une et l'autre, même si le compromis moderne occidental reposait sur une idée de leur disjonction.

Jacques Lévy & Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003. 1032 pages. 30 euros.

Constructivisme, Hybridation, Social, Société, Traduction.